



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ARDENNES

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL  
N°8-2017-090

PUBLIÉ LE 21 DÉCEMBRE 2017

# Sommaire

## Préfecture 08

8-2017-12-21-002 - Arrêté n° 2017/629 du 21 décembre 2017 portant délégation de signature à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture des Ardennes (3 pages)	Page 3
8-2017-12-21-003 - Arrêté n° 2017/630 du 21 décembre 2017 portant délégation de signature aux agents de la préfecture (7 pages)	Page 7
8-2017-12-21-004 - Arrêté n° 2017/631 du 21 décembre 2017 portant délégation de signature à Mme Marie CORNET, sous-préfète de SEDAN (9 pages)	Page 15
8-2017-12-21-005 - Arrêté n° 2017/632 du 21 décembre 2017 portant délégation de signature à Mme Anne GABRELLE, directrice des services du Cabinet (5 pages)	Page 25

Préfecture 08

8-2017-12-21-002

Arrêté n° 2017/629 du 21 décembre 2017 portant  
délégation de signature à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire  
général de la préfecture des Ardennes



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ARDENNES

Préfecture

Direction de la Citoyenneté  
et de la Légalité

**Arrêté n° 2017/ 629**  
**portant délégation de signature**  
**à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général**  
**de la préfecture des Ardennes**

**Le préfet des Ardennes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code électoral ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code forestier ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de la route ;

Vu le code rural ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code du sport ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 64-260 du 14 mars 1964 modifié portant statut des sous-préfets ;

.../...

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 31 mars 2015 nommant M. Alain LIZZIT en qualité de sous-préfet de Vouziers ;

Vu le décret du 9 juin 2016 nommant M. Pascal JOLY en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu le décret du 24 juin 2016 nommant M. Frédéric CLOWEZ en qualité de secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le décret du 8 août 2017 nommant Mme Marie CORNET en qualité de sous-préfète de Sedan ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 181 du 27 novembre 2017 portant organisation des services de la préfecture des Ardennes et son annexe ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur NOR : INTA1708864C du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;

Vu la vacance du poste de sous-préfet de Rethel ;

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture, à l'effet de signer tous arrêtés, décisions, circulaires, correspondances et requêtes relevant des attributions de l'Etat dans le département des Ardennes, ainsi qu'à la coordination de l'action des services déconcentrés de l'Etat.

Cette délégation exclut :

- les décisions de réquisition du comptable public,
- les arrêtés de conflit,
- les mesures générales concernant la défense nationale et la défense intérieure du territoire,
- les réquisitions de la force armée.

**Article 2** : Délégation spéciale de signature est également donnée à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture, concernant les mesures relevant de la réglementation des étrangers en matière de droit au séjour et d'éloignement du territoire y compris les refus de séjour, obligations de quitter le territoire français, la désignation du pays de renvoi, le maintien dans les locaux non pénitentiaires, les demandes de prolongation de la rétention administrative devant le juge des libertés et de la détention, les réadmissions vers un pays tiers, les procédures devant les juridictions administratives ou judiciaires ainsi que les interdictions de retour dans l'espace Schengen.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric CLOWEZ, la délégation définie aux articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté sera donnée à Mme Marie CORNET, sous-préfète de Sedan, ou à défaut de cette dernière, à M. Alain LIZZIT, sous-préfet de Vouziers chargé de l'intérim des fonctions de sous-préfet de Rethel.

**Article 4** : L'arrêté préfectoral n° 2017/600 du 14 décembre 2017 portant délégation de signature à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture des Ardennes, est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 5** : Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Sedan, et le sous-préfet de Vouziers chargé de l'intérim des fonctions de sous-préfet de Rethel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié, sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat et dont une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques des Ardennes.

Charleville-Mézières, le 21 DEC. 2017

Le préfet,



Pascal JOLY

Préfecture 08

8-2017-12-21-003

Arrêté n° 2017/630 du 21 décembre 2017 portant  
délégation de signature aux agents de la préfecture

PRÉFET DES ARDENNES

Préfecture

Direction de la Citoyenneté  
et de la Légalité

Arrêté n° 2017/630

**portant délégation de signature  
aux agents de la préfecture des Ardennes**

**Le préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 9 juin 2016 nommant M. Pascal JOLY en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu le décret du 24 juin 2016 nommant M. Frédéric CLOWEZ en qualité de secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

.../...

Vu l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 181 du 27 novembre 2017 portant organisation des services de la préfecture des Ardennes et son annexe ;

Vu les arrêtés préfectoraux portant affectation des personnels au sein des services de la préfecture ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur NOR : INTA1708864C du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière de délégation de signature des préfets ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

## A R R E T E

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation de signature est donnée aux directeurs et aux chefs de service désignés ci-après, à l'effet de signer les documents et correspondances relatifs au fonctionnement courant de leur direction ou service, à l'exception des correspondances aux parlementaires, aux conseillers départementaux et des lettres aux maires valant décision :

- M. Emmanuel MEENS, attaché hors classe,  
directeur des ressources humaines et des moyens.
- M. Régis PIETTE, attaché hors classe,  
directeur de la citoyenneté et de la légalité
- M. Bertrand CAPITAINE, attaché hors classe,  
directeur de la coordination et de l'appui aux territoires
- M. Richard KAMERDULA, technicien classe exceptionnelle,  
chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication.
- M. David MEUNIER, attaché principal,  
référént fraude départemental

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement du directeur, délégation de signature est donnée aux attachés dont les noms suivent, à l'effet de signer la totalité des actes établis par la direction dont ils dépendent, à l'exception des correspondances aux parlementaires, aux conseillers départementaux et des lettres aux maires valant décision (conformément à l'article 1er) :

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES MOYENS

- M. Vivien DELEPLACE, attaché,  
chef du bureau des ressources humaines,  
adjoint au directeur des ressources humaines et des moyens.

DIRECTION DE LA CITOYENNETE ET DE LA LEGALITE

- Mme Frédérique MOURET, attachée principale,  
cheffe du bureau de la réglementation et des élections,  
adjointe au directeur de la citoyenneté et de la légalité.

DIRECTION DE LA COORDINATION ET DE L'APPUI AUX TERRITOIRES

- M. Thomas ROYER, attaché,  
chef du bureau de l'aménagement du territoire,  
adjoint au directeur de la coordination et de l'appui aux territoires.

**Article 3** : Sans préjudice des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, délégation de signature est donnée à M. Régis PIETTE, attaché hors classe, directeur de la citoyenneté et de la légalité, à l'effet de signer :

- les actes, titres de perception, titres à rendre exécutoires, documents et correspondances comportant une décision d'autorité à l'exception :

- du contrôle des arrêtés municipaux ;
- des mesures prises dans le cadre du pouvoir de substitution aux maires ;
- des arrêtés attribuant des dotations ou fixant des montants d'indemnisation ;
- des requêtes en première instance auprès des juridictions administratives ;
- des autorisations de suppression ou de création des bureaux de vote ;
- des arrêtés relatifs à l'organisation des élections.

- les mesures relevant de la réglementation des étrangers en matière de droit au séjour et d'éloignement du territoire y compris les refus de séjour, obligations de quitter le territoire français, la désignation du pays de renvoi, le maintien dans les locaux non pénitentiaires, les demandes de prolongation de la rétention administrative devant le juge des libertés et de la détention, les réadmissions vers un pays tiers, les procédures devant les juridictions administratives ou judiciaires ainsi que les interdictions de retour dans l'espace Schengen en cas d'absence ou d'empêchement simultané du secrétaire général de la préfecture et des sous-préfets de Sedan, Rehel et Vouziers.

Par ailleurs, mandat permanent de représentation de l'Etat devant les juridictions est donné au délégataire ainsi qu'à M. Alexandre PREAU, attaché, chef du bureau migration, intégration et missions de proximité, à Mme Sophie FERNANDES, attachée, adjointe au chef du bureau migration, intégration et missions de proximité et à Mme Nelly PELLEGRINELLI, secrétaire administratif de classe normale.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis PIETTE et de Mme Frédérique MOURET, délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes visés aux articles 1<sup>er</sup> et 3, chacun pour ce qui concerne les attributions de son bureau :

- à M. Lionel GARENTE, attaché principal, chef du bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité, et en son absence à Mme Delphine LECLERE, attachée, adjointe au chef du bureau du contrôle de légalité et de l'intercommunalité ;
- à M. Alexandre PREAU, attaché, chef du bureau migration, intégration et missions de proximité, et en son absence, à Mme Sophie FERNANDES, attachée, adjointe au chef du bureau migration, intégration et missions de proximité ;
- à M. Jean DARTOIS, attaché, chef du bureau du contrôle budgétaire et des dotations de l'État ;
- à M. Jérôme ALIA, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint à la cheffe du bureau de la réglementation et des élections.

**Article 5 :** Sans préjudice des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, délégation de signature est donnée à M. Emmanuel MEENS, attaché hors classe, directeur des ressources humaines et des moyens, à l'effet de signer :

- toute correspondance n'entraînant pas de décision, à l'exception des lettres et rapports aux ministres.
- tout autre document administratif concernant les affaires du bureau des ressources humaines :
  - les transmissions de vacances de postes ;
  - les correspondances, y compris avec le ministère et le conseil départemental (direction générale des services départementaux), concernant la gestion courante du personnel ;
  - les états des honoraires médicaux versés aux médecins assermentés ayant examiné des fonctionnaires de l'Etat ;
  - les arrêtés accordant les congés pour raison de santé aux fonctionnaires de la préfecture et des sous-préfectures ;
  - les conventions relatives à l'accueil des stagiaires dans les services.

- tout autre document administratif ou comptable concernant les affaires du bureau de la gestion budgétaire , notamment :
  - les engagements de dépenses de fonctionnement de la préfecture des Ardennes (programme 307 – UO 08 et 333 –UO 08), dans la limite de mille cinq cents euros ;
  - la constatation de la dépense, les titres de perception, les bordereaux de mandatement, les attestations et certificats administratifs, les états des sommes dues, les tableaux de suivi budgétaire.
  
- tout autre document administratif ou comptable concernant les différents programmes dont le préfet est RUO et notamment le programme 723-UO 08 :
  - les engagements de dépenses dans la limite de mille cinq cents euros ;
  - la constatation de la dépense, les titres de perception, les bordereaux de mandatement, les attestations et certificats administratifs, les états des sommes dues, les tableaux de suivi budgétaire.
  
- tout autre document administratif ou comptable concernant le programme CPPI, BOP Ressources humaines, UO Politiques déconcentrées d’action sociale de la préfecture des Ardennes notamment :
  - les engagements de dépenses en titre 2 et titre 3 dans la limite de mille cinq cents euros ;
  - la constatation de la dépense (ou service fait), les titres de perception, les bordereaux de mandatement, les attestations et certificats administratifs, les états des sommes dues, les tableaux de suivi budgétaire.
  
- tout autre document administratif ou comptable concernant les affaires du bureau des usagers et des moyens.

**Article 6** : En cas d’absence ou d’empêchement de M. Emmanuel MEENS et de M. Vivien DELEPLACE, délégation de signature est donnée à l’effet de signer les actes visés aux articles 1<sup>er</sup> et 5, chacun pour ce qui concerne les attributions de son bureau :

- à Mme Marie-Paule MENNESSIER, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, cheffe du bureau de la gestion budgétaire pour signer les engagements de dépenses de fonctionnement de la préfecture des Ardennes (programmes 307 – UO 08 et 333 – UO 08), dans la limite de trois cents euros ;

- à Mme Rachel FOURNY, attachée, cheffe du bureau des usagers et des moyens

**Article 7** : Sans préjudice des dispositions de l’article 1<sup>er</sup>, délégation de signature est donnée à M. Bertrand CAPITAINE, attaché hors classe, directeur de la coordination et de l’appui aux territoires, à l’effet de signer :

- toute correspondance n’entraînant pas de décision, à l’exception des lettres et rapports aux ministres.

- les actes, titres de perception, titres à rendre exécutoires, documents et correspondances comportant une décision d'autorité, à l'exception :

- des arrêtés attribuant des subventions ;
- des arrêtés portant ouverture d'enquête publique.

**Article 8 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bertrand CAPITAINE, délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes visés aux articles 1<sup>er</sup> et 7, chacun pour ce qui concerne les attributions de son bureau :

- à Mme Isabelle HAUMANT, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, cheffe du bureau de la coordination administrative ;
- à Mme Karine DELCOUR, attachée, cheffe du bureau de l'action économique et de l'emploi ;
- à Mme Virginie CHEVALARIAS, attachée, cheffe du bureau des procédures environnementales ;

**Article 9 :** Sans préjudice des dispositions de l'article 1<sup>er</sup>, délégation de signature est donnée à M. Richard KAMERDULA, technicien classe exceptionnelle, chef du service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication, à l'effet de signer les engagements des dépenses de fonctionnement du programme 307, dans la limite de mille cinq cent euros, ainsi que les mandatements en ce qui concerne le centre de responsabilité « service interministériel départemental des systèmes d'information et de communication ».

**Article 10 :** En cas d'absence ou d'empêchement de M. Richard KAMERDULA, délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes visés aux articles 1<sup>er</sup> et 9 à Mme Corinne VIOT, technicienne des systèmes d'information et de communication.

**Article 11 :** Délégation est donnée pour la signature des documents visés à l'article 1<sup>er</sup>, en cas d'absence ou d'empêchement :

- de Mme Frédérique MOURET, attachée principale, cheffe du bureau de la réglementation et des élections, adjointe au directeur de la citoyenneté et de la légalité, à M. Jérôme ALIA, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjoint à la cheffe du bureau de la réglementation et des élections, et en son absence, à Mme Maryline CENDEBÉE, secrétaire administratif de classe normale ;
- de M. Alexandre PREAU, attaché, chef du bureau migration, intégration et missions de proximité, à Mme Sophie FERNANDES, attachée, adjointe au chef du bureau migration, intégration et missions de proximité et, en son absence et dans la limite de leurs attributions au sein du bureau migration, intégration et missions de proximité, à M. Lionel PARDONCHE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, à Mme Myriam BELLEVILLE, secrétaire administratif

de classe supérieure, et à Mme Nelly PELLEGRINELLI, secrétaire administratif de classe supérieure ;

- de M. Vivien DELEPLACE, attaché, chef du bureau des ressources humaines, adjoint au directeur des ressources humaines et des moyens, à Mme Marie-France MOREAU, secrétaire administratif de classe normale ;

- de Mme Marie-Paule MENNESSIER, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, cheffe du bureau de la gestion budgétaire, à Mme Marie GUEDRA, adjoint administratif ;

- de Mme Rachel FOURNY, attachée, cheffe du bureau des usagers et des moyens, à Madame Nathalie PRUDHOMMEAUX, secrétaire administratif de classe exceptionnelle.

**Article 12** : L'arrêté préfectoral n° 2017/468 du 29 septembre 2017 portant délégation de signature aux agents de la préfecture des Ardennes, est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 13** : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux agents désignés dans ce dernier, sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat et dont une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques des Ardennes.

Charleville-Mézières, le 21 DEC, 2017



Le préfet,

Pascal JOLY

Préfecture 08

8-2017-12-21-004

Arrêté n° 2017/631 du 21 décembre 2017 portant  
délégation de signature à Mme Marie CORNET,  
sous-préfète de SEDAN



PRÉFET DES ARDENNES

Préfecture

Direction de la Citoyenneté  
et de la Légalité

**Arrêté n° 2017/631**  
**portant délégation de signature**  
**à Mme Marie CORNET, sous-préfète de Sedan**

**Le préfet des Ardennes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code de commerce ;

Vu le code électoral ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code forestier ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de procédure pénale ;

Vu le code de la route ;

Vu le code rural ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code du sport ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 64-260 du 14 mars 1964 modifié portant statut des sous-préfets ;

.../...

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 43 et 44 ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 31 mars 2015 nommant M. Alain LIZZIT en qualité de sous-préfet de Vouziers ;

Vu le décret du 9 juin 2016 nommant M. Pascal JOLY préfet des Ardennes ;

Vu le décret du 24 juin 2016 nommant M. Frédéric CLOWEZ en qualité de secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le décret du 8 août 2017 nommant Mme Marie CORNET en qualité de sous-préfète de Sedan ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 janvier 2006 modifié relatif au contrôle financier des programmes et des services du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté préfectoral organisant la présidence de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique et des sous-commissions spécialisées de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu les arrêtés préfectoraux portant affectation de personnel ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur du 22 juin 1995  
NOR : INTE9500199C relative aux commissions consultatives départementales  
de sécurité et d'accessibilité ;

Vu la circulaire ministérielle (intérieur, outre-mer, collectivités  
territoriales et immigration) NOR : IOCD1108865C du 28 mars 2011  
d'application de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de  
la sécurité intérieure en ce qui concerne l'amélioration de la sécurité routière ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur NOR : INTA1708864C du  
28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière délégation de signature  
des préfets ;

Vu la vacance du poste de sous-préfet de Rethel ;

Sur proposition du secrétaire général ;

## A R R E T E

**Article 1er** : Délégation de signature est donnée à Mme Marie  
CORNET, sous-préfète de l'arrondissement de Sedan, à l'effet de signer, pour son  
arrondissement, tous documents dans les matières suivantes :

### ***I - Police générale et sécurité publique :***

- Substitution aux maires dans les cas prévus à l'article L 2215-1 du code général des collectivités territoriales et à l'article R 123-28 du code de la construction et de l'habitation ;
- Octroi ou refus du concours de la force publique pour assurer l'exécution des décisions de justice en matière d'expulsion locative ;
- Ordres de réquisition des personnes nécessaires à la lutte contre les fléaux naturels ;
- Instructions des demandes de réalisations d'opérations soumises à autorisation et signature des arrêtés correspondants en matière de délivrance des droits d'eau et autorisation de rejets et prise d'eau, conformément aux articles R 214-6 à R 214-31 du code de l'environnement ;
- Présidence de la commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;
- Autorisations de procéder à des palpations de sécurité lors de manifestation sportive, récréative ou culturelle organisée dans l'arrondissement présentant des risques particuliers en matière d'ordre public.

## **II - Affaires locales :**

- Observations et recours gracieux dans le cadre du contrôle de la légalité et du contrôle budgétaire des arrêtés, délibérations et actes administratifs des communes, de leurs établissements publics et de leurs groupements en application de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée ;
- Information à la demande de l'autorité locale de l'intention du préfet de ne pas déférer devant le tribunal administratif une délibération, un arrêté, un acte ou une convention transmis en application de l'article L 2131-6 du code général des collectivités territoriales ;
- Nomination des agents comptables des régies (article R 2221-30 du code général des collectivités territoriales) ;
- Création, modification et suppression des établissements publics de coopération intercommunale ayant leur siège dans l'arrondissement (quelle que soit leur limite territoriale au sein du département) hors groupement à fiscalité propre, sous réserve de l'information préalable du préfet ;
- Institution d'une commission syndicale chargée de donner son avis sur le projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune, soit pour la rattacher à une autre commune, soit pour l'ériger en commune séparée ;
- Institution de commission syndicale appelée à se prononcer sur la gestion des biens et droits d'une section de commune en application des articles L 2411-1 et L 2412-1 du code général des collectivités territoriales ;
- Création de la commission syndicale, prévue à l'article L 5222-1 du code général des collectivités territoriales, chargée de l'administration des droits indivis entre plusieurs communes lorsqu'elles font partie du même département ;
- Ouverture de l'enquête publique prescrite en vue des modifications aux limites territoriales des communes et le transfert de leurs chefs-lieux en application de l'article L 2112-2 du code général des collectivités territoriales ;
- Autorisation des démissions des adjoints au maire (article L.2122-15 du C.G.C.T.) et des vice-présidents des EPCI ayant leur siège dans l'arrondissement (article L.5211-2 du C.G.C.T.), sous réserve de l'information préalable du préfet ;
- Nomination des délégations spéciales prévues par l'article L 2121-35 du code général des collectivités territoriales ;
- Avis de désaffectation des terrains et locaux des écoles élémentaires et maternelles ainsi que des logements d'instituteurs situés dans l'enceinte scolaire ou comportant un accès direct à celle-ci.

### **III - Réglementation et administration générale :**

#### ***Surveillance et gardiennage :***

- Autorisation d'exercer des fonctions de gardes particuliers et la délivrance de cartes professionnelles ;
- Autorisation d'exercer des activités de surveillance sur la voie publique par des entreprises privées de surveillance et de gardiennage.

#### ***Débts de boissons :***

- Dérogations permanentes ou temporaires aux horaires de fermeture des débits de boissons ;
- Police administrative des débits de boissons.

#### ***Code de la route :***

- Suspension du permis de conduire ;
- Arrêtés d'immobilisation ou de mise en fourrière, à titre provisoire, de véhicules susceptibles de confiscation consécutivement à une infraction du code de la route (rfce : article L 325-1-2 du code de la route).

#### ***Législation funéraire :***

- Erection de monuments commémoratifs (décret n° 68-1052 du 29 novembre 1968) ;
- Création, agrandissement et translation d'un cimetière à moins de 35 mètres des habitations (article L 2223-1 du code général des collectivités territoriales) ;
- Inhumation dans les propriétés particulières (article R 2213-32 du code général des collectivités territoriales) ;
- Transport de corps en dehors du territoire métropolitain (article R 2213-22 du code général des collectivités territoriales) ;
- Transport de cendres en dehors du territoire métropolitain (article R 2213-24 du code général des collectivités territoriales) ;
- Dérogation aux délais prévus pour l'inhumation ou le dépôt en caveau provisoire, ainsi que pour la crémation du corps d'une personne, en prescrivant toutes les dispositions nécessaires (article R 2213-33 du code général des collectivités territoriales).

***Commerce :***

- Délivrance des récépissés relatifs à l'exercice des revendeurs d'objets mobiliers (article R.321-1 du code pénal).

***Voie publique :***

- Usage sur le territoire d'au moins deux communes des hauts parleurs sur la voie publique ;
- Quêtes sur la voie publique.

***Epreuves sportives :***

- Epreuves sportives, compétitions et manifestations soumises à autorisation ou à déclaration, à l'exception des manifestations motorisées dans les domaines de l'automobile, de la moto et de l'aérien ;
- Homologation des terrains sur lesquels se déroulent des manifestations comportant la participation de véhicules à moteur.

***Divers :***

- Passation des actes de vente ou d'acquisition de terrains dans lesquels l'Etat intervient.

***IV - Logement :***

- Attribution de logements du parc social aux fonctionnaires, rapatriés et familles prioritaires ;
- Réception des notifications des huissiers de justice des commandements d'avoir à libérer les locaux dans le cadre de la procédure d'expulsion immobilière (article L 613-2-1 du code de la construction et de l'habitation) ;
- Réception des notifications par les huissiers des assignations aux fins de constat de résiliation des baux locatifs (article 24 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs) ;
- Réquisitions de logement (signature, notification, exécution, renouvellement, annulation et main-levée des ordres de réquisitions, actes de procédure divers).

***V – Politique de la ville :***

- décisions d'irrecevabilité ou de rejet de demande de subvention ;

- décisions et conventions de subvention d'un montant inférieur à 90 000 € par acte, et leurs avenants ;
- tout document d'exécution financière du budget du département (engagement, liquidation, mandatement des crédits du programme 147).

#### **VI - Affaires économiques et sociales :**

- Approbation des délibérations, budgets, marchés et travaux des associations syndicales autorisées de propriétaires, des associations foncières urbaines, et des associations foncières de remembrement, et d'une façon générale, l'exercice de la tutelle de ces organismes à l'exception des actes dont la tutelle a été déléguée au directeur départemental des territoires des Ardennes ;
- Constitution et dissolution des associations foncières de remembrement, contrôle de leurs délibérations, budgets et comptes administratifs, caractère exécutoire des rôles, approbation des marchés.

#### **VII - Affaires électorales :**

- Désignation des délégués de l'administration au sein des commissions administratives chargées de la révision des listes électorales (article L17 du code électoral) ;
- Convocation, hors cas du renouvellement général des conseillers municipaux, de l'assemblée des électeurs (article L 247 du code électoral).
- Enregistrement des déclarations de candidature et délivrance des reçus de dépôt et des récépissés pour les élections municipales.

#### **VIII - Budget de la sous-préfecture :**

Dans la limite de l'enveloppe qui lui est notifiée, délégation de signature est donnée à Mme Marie CORNET, sous-préfète de Sedan, à l'effet de signer les engagements juridiques et à viser leur exécution sur le programme 307, UO 08, hors titre 2 du ministère de l'intérieur.

**Article 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement momentané de Mme Marie CORNET, délégation sera donnée à Mme Florence ANTOINE, attachée principale, secrétaire générale de la sous-préfecture de Sedan, sauf en matière de la politique de la ville et de l'égalité des chances.

**Article 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie CORNET et Mme Florence ANTOINE, délégation sera donnée à Mme Maryse MOLINARI, secrétaire administratif de classe normale, à l'effet de signer :

1°) toute correspondance ne relevant pas de la politique de la ville et l'égalité des chances et ne comportant pas de décision ;

2°) les pièces relatives à la délivrance des récépissés relatifs à l'exercice des revendeurs d'objets mobiliers ;

3°) les transports de corps et de cendres hors du territoire métropolitain ;

4°) les dérogations aux délais prévus pour l'inhumation ou le dépôt en caveau provisoire, ainsi que pour la crémation du corps d'une personne, en prescrivant toutes les dispositions nécessaires (article R 2213-33 du code général des collectivités territoriales) ;

5°) la présidence de la commission d'arrondissement de Sedan pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

6°) les engagements de dépenses de fonctionnement de la sous-préfecture, dans la limite de 300 € ;

7°) la constatation de la dépense, les titres de perception, les bordereaux de mandatement, les attestations et certificats administratifs, les états des sommes dues, les tableaux de suivi budgétaire ;

8°) les arrêtés de gardiennage ;

9°) l'enregistrement des déclarations de candidature et la délivrance des reçus de dépôt et des récépissés pour les élections municipales.

10°) les récépissés de déclaration de manifestation sportive.

**Article 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie CORNET délégation sera donnée à Mme Nora AYACHI, attachée, cheffe de la cellule chargée de la politique de la ville et l'égalité des chances, à l'effet de signer en matière de la politique de la ville et de l'égalité des chances :

1°) toute correspondance ne comportant pas de décision ;

2°) les accusés de réception des dossiers de demande de subvention ;

3°) la notification des lettres d'attribution accordant une subvention ;

4°) les pièces afférentes au mandat de subvention.

**Article 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement prolongé de Mme Marie CORNET, la délégation prévue à l'article 1<sup>er</sup> sera exercée par M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture, ou à défaut de ce dernier, par M. Alain LIZZIT, sous-préfet de Vouziers chargé de l'intérim des fonctions de sous-préfet de Rethel.

**Article 6** : L'arrêté préfectoral n° 2017/601 du 14 décembre 2017 portant délégation de signature à Mme Marie CORNET, sous-préfète de Sedan, est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 7** : Le secrétaire général de la préfecture et la sous-préfète de Sedan sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié ainsi qu'à M. LIZZIT, Mme ANTOINE, Mme MOLINARI, et Mme AYACHI, sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat, et dont une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques des Ardennes.

Charleville-Mézières, le 21 DEC. 2017

 Le préfet,

Pascal JOLY

Préfecture 08

8-2017-12-21-005

Arrêté n° 2017/632 du 21 décembre 2017 portant  
délégation de signature à Mme Anne GABRELLE,  
directrice des services du Cabinet



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES ARDENNES

Préfecture  
Direction de la Citoyenneté  
et de la Légalité

**Arrêté n° 2017/632**  
**portant délégation de signature**  
**à Mme Anne GABRELLE, directrice des services du cabinet**

**Le préfet des Ardennes,**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**  
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de la défense ;

Vu le code de la route ;

Vu le code électoral ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 modifié relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment ses articles 43 et 44 ;

.../...

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 31 mars 2015 nommant M. Alain LIZZIT en qualité de sous-préfet de Vouziers ;

Vu le décret du 9 juin 2016 nommant M. Pascal JOLY en qualité de préfet des Ardennes ;

Vu le décret du 24 juin 2016 nommant M. Frédéric CLOWEZ en qualité de secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu le décret du 8 août 2017 nommant Mme Marie CORNET en qualité de sous-préfète de Sedan ;

Vu l'arrêté interministériel du 8 décembre 1993 modifié portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;

Vu l'arrêté ministériel n° 16/2209/A du 16 août 2016 nommant Mme Anne GABRELLE, conseiller d'administration de l'intérieur et de l'outre-mer, directrice des services du Cabinet de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral organisant la présidence de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique et des sous-commissions spécialisées de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 181 du 27 novembre 2017 portant organisation des services de la préfecture des Ardennes et son annexe ;

Vu les arrêtés préfectoraux portant affectation de personnel ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur NOR : INTE9500199C du 22 juin 1995 relative aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité ;

Vu la circulaire du ministre de l'intérieur NOR : INTA1708864C du 28 mars 2017 relative aux règles applicables en matière délégation de signature des préfets ;

Vu la vacance du poste de sous-préfet de Rethel ;

Sur proposition du secrétaire général ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation est donnée à Mme Anne GABRELLE, directrice des services du cabinet, à l'effet de signer tous actes et toutes correspondances dans les domaines relevant des attributions du Cabinet.

**Article 2** : La délégation inclut la signature de toutes décisions relatives :

\*à la situation des officiers des sapeurs-pompiers (notation, avancement, absences) ;

\*aux actes de gestion du service départemental d'incendie et de secours ;

\*à la présidence de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, de ses sous-commissions spécialisées et des commissions d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique de Charleville-Mézières, Sedan, Rethel et Vouziers ;

\*à la gestion du centre de responsabilité « cabinet » ;

\*à l'octroi ou au refus du concours de la force publique pour assurer l'exécution des décisions de justice en matière d'expulsion locative.

**Article 3** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne GABRELLE, la délégation de signature prévue aux articles 1 et 2 sera exercée par Madame Stéphanie COLAS, attachée, cheffe du service des sécurités et cheffe du bureau gestion de crise, défense et sécurité nationale, et en son absence ou si elle est empêchée, à Madame Aude BERNIER, attachée, adjointe à la cheffe du service des sécurités et cheffe du bureau sécurité intérieure, radicalisation et sécurité routière.

**Article 4** : En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de Mmes Anne GABRELLE, Stéphanie COLAS et Aude BERNIER, délégation de signature est donnée à l'effet de signer les actes visés aux articles 1 et 2, chacun pour ce qui concerne les attributions de son bureau à :

- M. Félix BAGNY, secrétaire administratif de classe normale, adjoint à la cheffe du bureau gestion de crise, défense et sécurité nationale en ce qui concerne les domaines suivants :

\* documents administratifs ne comportant pas de décisions ;

\* transmissions de documents aux services déconcentrés de l'Etat ;

- \* présidence de la sous-commission d'arrondissement pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de l'arrondissement de Charleville-Mézières.

- Mme Christine LECLERE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, adjointe à la cheffe du bureau sécurité intérieure, radicalisation et sécurité routière, responsable du pôle sécurité intérieure, en ce qui concerne les domaines suivants :

- \* demandes d'enquêtes ;
- \* demandes d'extraits de casiers judiciaires ;
- \* documents administratifs ne comportant pas de décisions ;
- \* transmissions de documents aux services déconcentrés de l'État.

- Mme Mélanie SOMMELETTE, secrétaire administratif de classe exceptionnelle, responsable du pôle sécurité routière, en ce qui concerne les domaines suivants :

- \* documents administratifs ne comportant pas de décisions ;
- \* transmissions de documents aux services déconcentrés de l'État.

**Article 5** : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne GABRELLE, délégation de signature prévue à l'article 1 sera exercée par Mme Nathalie ANDRE, attachée, cheffe du bureau de la communication interministérielle et de la représentation de l'État, dans les domaines relevant des attributions de son bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Nathalie ANDRE, la délégation de signature sera assurée par Madame Anaïs TANCREDI, attachée, adjointe à la cheffe du bureau de la communication interministérielle et de la représentation de l'État.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mmes Nathalie ANDRE et Anaïs TANCREDI, la délégation de signature sera assurée par :

- Mme Mathilde COULON, secrétaire administratif de classe normale, cheffe du pôle communication interministérielle, en ce qui concerne les domaines suivants :

- \* documents administratifs ne comportant pas de décision ;
- \* transmissions de documents aux services déconcentrés de l'Etat ;
- \* engagement comptable pour les dépenses de communication interne et externe.

- Mme Vanessa CHILLA, secrétaire administratif de classe supérieure, cheffe du pôle représentation de l'Etat, en ce qui concerne les domaines suivants :

- \* demandes d'extraits de casiers judiciaires ;

- \* documents administratifs ne comportant pas de décisions ;
- \* transmissions de documents aux services déconcentrés de l'Etat ;

**Article 6 :** En cas d'absence ou d'empêchement simultané du préfet des Ardennes et du secrétaire général de la préfecture, délégation est donnée à Mme Anne GABRELLE, directrice des services du cabinet, à l'effet de signer tout arrêté ou décision relatif à l'hospitalisation sans consentement.

**Article 7 :** En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture, Mme Marie CORNET, sous-préfète de Sedan et M. Alain LIZZIT, sous-préfet de Vouziers chargé de l'intérim des fonctions de sous-préfet de Rethel, délégation sera donnée à Mme Anne GABRELLE, directrice des services du cabinet, à l'effet de signer les mesures relevant de la réglementation des étrangers en matière de droit au séjour et d'éloignement du territoire y compris les refus de séjour, reconduites à la frontière, obligations de quitter la France, la désignation du pays de renvoi, le maintien dans les locaux non pénitentiaires, les demandes de prolongation de la rétention administrative devant le juge des libertés et de la détention, les réadmissions vers un pays tiers, les procédures devant les juridictions administratives ou judiciaires.

**Article 8 :** L'arrêté préfectoral n° 2017/603 du 14 décembre 2017 portant délégation de signature à Mme Anne GABRELLE, directrice des services du cabinet, est abrogé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture et la directrice des services du cabinet sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui leur sera notifié, ainsi qu'à Mme CORNET, M. LIZZIT, Mmes ANDRE, BERNIER, CHILLA, COLAS, COULON, LECLERE, SOMMELETTE, TANCREDI et M. BAGNY, sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat et dont une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques des Ardennes.

Charleville-Mézières, le **21 DEC. 2017**



Le préfet,

Pascal JOLY